

Rencontres Nationales ALTA 2024

Les coûts cachés de l'alimentation : comment agir sur les territoires pour améliorer notre santé et celle des écosystèmes ?



Avec le soutien de



Healthy Food
Healthy Planet



Merci !

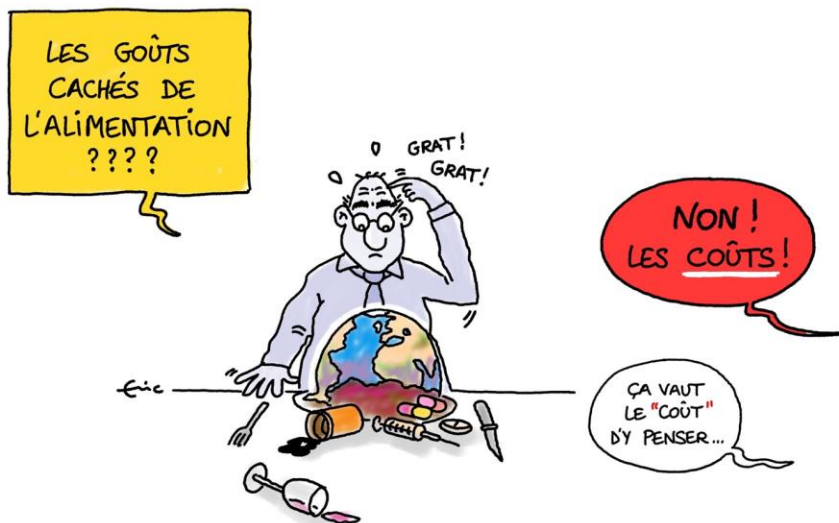
D'avoir participé, enrichi et embelli cette journée du 24 septembre 2024 !

Merci aux intervenant-es de la table ronde : Marie Drique du Secours Catholique Caritas France, Maylis Labusquière du Basic, Martin Rieussec-Fournier de la Mutuelle Familiale et Justine Pierrard de la Maison de l'Alimentation et de la Nutrition du Grand Est et Katie Palmer de Food Sense Wales.

Merci aux intervenant-es des ateliers : Claire Planchat, de l'INRAE et Jérôme Prouheze du PAT Grand Clermont-Livradois Forez, Damien Conaré de la Chaire UNESCO Alimentations du Monde et Aurélie Zunino de la Chaire ANCA, Nathalie Ribon de Eau de Paris et Maylis Labusquière du Basic, Vincent Hejduk du groupe VYV et Justine Pierrard de la Maison de l'Alimentation et de la Nutrition du Grand Est.

Nous sommes ravi.es d'avoir pu partager les travaux majeurs de nos partenaires sur la question des coûts sociétaux de notre alimentation qui renforcent plus que jamais notre motivation à agir.

Nous remercions tous les participant.es de leur active contribution pour approfondir quelques-uns de ces grands sujets proposés dans les ateliers. De nombreuses pistes d'actions ont été ouvertes pour chacun.es et plus collectivement pour l'Alliance.



Sommaire

- **Bilan programme d'action 2023-2024.....p4**
- **Table rondep8**
 - Les coûts sociétaux de notre alimentation : comment nous en emparer pour agir sur les territoires ?
- **Compte rendu des ateliers exploratoiresp12**
 - Comment accompagner et outiller les acteur·ices des territoires pour inclure la grande distribution dans les démarches de transitions agricoles et alimentaires
 - Quels leviers pour faciliter le changement de comportements alimentaires des jeunes générations ?
 - Les coûts sociétaux : un argument pour mobiliser les leviers socio-économiques au service des transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?
 - Comment mobiliser les acteur·ices de la santé dans les dynamiques de transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?
- **Conclusionp25**
- **Liste des participants p28**





Bilan 2023 - 2024



Aujourd'hui, ALTAA, c'est :

Plus de 500 structures et/ou individus qui suivent les actions et actualités de l'alliance

72 alliés-signataires de la Charte

Un comité d'orientation stratégique composé de 19 structures



Un comité de pilotage composé de Solagro, Alizée Marceau, Marc Pascal et la Chaire UNESCO Alimentations du Monde

4 partenaires financiers qui soutiennent le projet



Un portage administratif et financier par Solagro



Cette année, au sein d'ALTAA :

La constitution d'un collectif de porteurs-euses de projets pilotes

🎯 Un collectif pour appuyer les projets qui contribuent à faire évoluer les environnements alimentaires en mobilisant différents leviers et partageant des retours d'expérience

🎯 Un collectif qui nourrit la boîte à outils ALTAA des initiatives et leviers d'action existants. et qui sera publiée début



« S'il n'y a pas de mise en récit, il n'y a pas d'histoire à raconter. »



TEUF...
TEUF!



Toi AUSSI,
REJOINS LES FORCES
DE L'ALLIANCE!

Au cours de cette période de suivi, les porteurs de projets pilotes ont également bénéficié d'un accompagnement à la mise en récit assuré par le CERDD et Bien Fait Pour Ta Com.

4 ateliers de montée en compétence collective

La restauration commerciale : clé pour accompagner l'évolution de notre alimentation vers une assiette plus durable et plus végétale

avec :



Ressources de l'atelier

Changer les pratiques alimentaires : l'impact des politiques locales pour inspirer les politiques publiques nationales

avec :



Ressources de l'atelier

Parlons Climat : Engager les agriculteur·ices en faveur de la transition écologique

avec :



Ressources de l'atelier

Parler « viande » dans les territoires en transitions agricoles et alimentaires

avec :



Ressources de l'atelier

Cette année, au sein d'ALTAA :

La continuité du travail sur le deuxième pilier de l'alliance : "relais et valorisation des plaidoyers et projets des alliés-es pour faire évoluer les discours dominants"

Plaidoyer

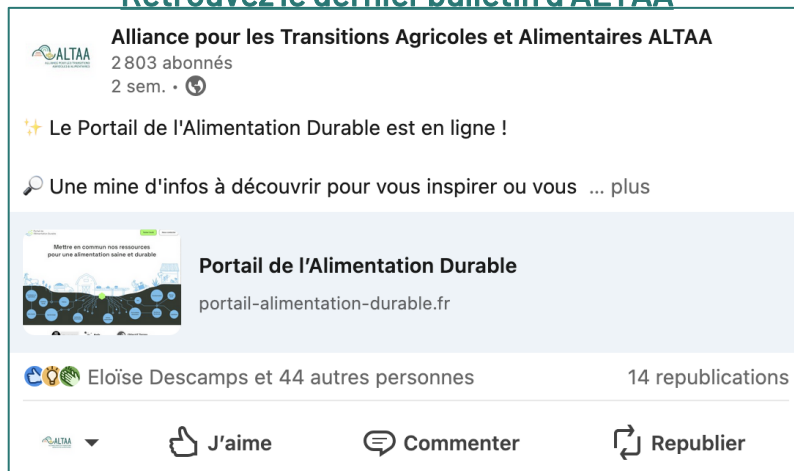
Tribune 'Politique alimentaire : il faut se donner les moyens d'agir'

Les experts et expertes de l'alimentation et des politiques publiques de six organisations pressent le gouvernement de publier une Stratégie...

Retrouvez la tribune



Retrouvez le dernier bulletin d'ALTAA



Retrouvez la page LinkedIn d'ALTAA

Plaidoyer

Relai Inf'OGM : ce que cache la proposition de nouvelle législation OGM européenne

Inf'OGM souhaite porter à la connaissance de l'alliance ALTAA les enjeux soulevés par la nouvelle réglementation des OGM proposée par...



Retrouvez la tribune



Table ronde

Les coûts sociétaux de notre alimentation : comment nous en emparer pour agir sur les territoires ?

Intervenant·es

Marie Drique, Secours Catholique CARITAS France

Maylis Labusquière, le BASIC - Bureau d'analyse
sociétale pour une information citoyenne

Justine Pierrard, Maison de l'Alimentation et la Nutrition en Grand Est - MANGE

Martin Rieussec-Fournier, la Mutuelle Familiale

Katie Palmer, Food Sense Wales

Animatrice : Madeleine Charru, ALTAA

Après les travaux publiés sur le sujet fin 2023 dont ceux de la FAO évaluant à 177 milliards de dollars les externalités négatives du système alimentaire pour la France, l'organisation d'une table ronde sur "les coûts cachés" répondait à deux objectifs :

- mieux comprendre ces chiffres et explorer si tout ou partie de l'argent nécessaire à réparer les effets ne pourrait pas être utilisé à les éviter ...
- au vu des coûts de santé directement imputables à l'alimentation, nous interroger sur la façon de renforcer les liens avec les acteurs de la santé.

Dans les travaux menés par le Secours Catholique Caritas France, le réseau CIVAM, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques, il ne s'agit plus de coûts cachés évalués mais de flux d'argent public, bien réels et documentés, injectés pour faire tourner et réparer les impacts de notre système alimentaire.

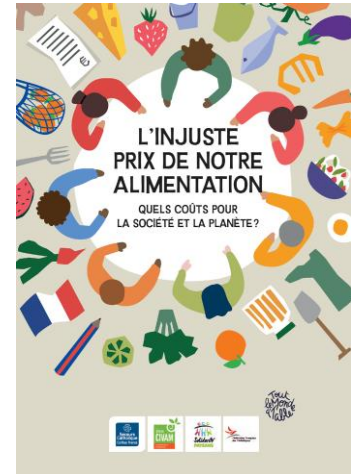
**Les externalités négatives représentent – pour la France –
19 milliards d'euros.**



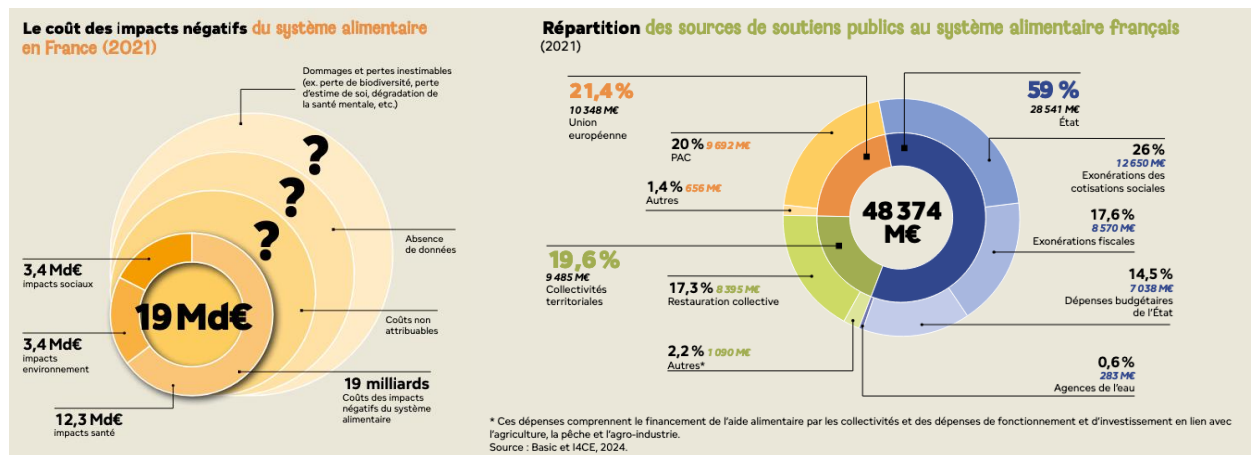
Table ronde

Marie Drique, responsable accès digne à l'alimentation du Secours Catholique et **Maylis Labusquière** du Basic qui a procédé à la collecte des données et à leur analyse scientifique nous présentent les motivations de ce projet, les principaux résultats, la méthodologie de travail et les recommandations.

[Voir la présentation en séance \(diapo 13\)](#)
et [retrouvez le rapport complet](#)



L'étude permet de distinguer les dépenses qui réparent et limitent les impacts du système alimentaire et celles qui soutiennent son (dys)fonctionnement.



Des dépenses largement sous-estimées du fait de la prise en compte des seules maladies dont le lien avec l'alimentation est prouvé par la science et reconnu par les instances médicales.

Seulement 6% de ces dépenses vont à des modèles rémunérateurs et respectueux de l'environnement tandis que 80% des dépenses entretiennent un système à l'origine des problèmes.

Les principales recommandations portées par le collectif à l'initiative de l'étude sont :

- La mise en débat d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation
- La régulation de la publicité
- La démocratie et l'accès de tous à une alimentation de qualité
- Le soutien massif aux conversions et installations en agroécologie



Table ronde

Des initiatives pour éviter les coûts

Les trois autres invités ont réagi aux éléments présentés et témoigné de leur intérêt, de leur projets ou de leur retour d'expérience d'actions menées en tant qu'acteurs de la santé pour agir en prévention et/ou en coopération avec les acteurs du système alimentaire.

Justine Pierrard, directrice de la Maison de l'Alimentation et de la Nutrition Grand Est (MANGE)

En région Grand Est, particulièrement touchée par l'obésité (20,2% contre 17% à l'échelle nationale), la Maison de l'Alimentation et de la Nutrition a particulièrement investi l'approche multidimensionnelle pour la prévention de l'excès de poids auprès des populations les plus à risque.

Soutenue par les collectivités territoriales qui sont des éléments clefs de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé, elle développe, entre autre, le projet Passerelle pour inciter les chargés de mission des projets alimentaires territoriaux à travailler avec les coordinateurs des contrats locaux de santé et leurs élus. Le projet prévoit d'essaimer sa méthodologie dans d'autres régions. N'hésitez pas à prendre contact. [Découvrir la MANGE](#)

Martin Rieussec-Fournier, président de la fondation santé environnement de la Mutuelle Familiale

Touché par des décès de proches liés aux pratiques agricoles, M. Rieussec a conduit l'appel à la mobilisation de 40 dirigeants mutualistes avec la tribune "Pesticides : tirons du drame de l'amiante des leçons pour l'avenir". Cet appel marque le début d'une mobilisation importante d'acteurs clefs en faveur de la santé publique et de la santé environnementale en France et en Europe. 70 mutuelles sont sur le point de s'engager sur 3 ans autour d'un plan d'action intégrant notamment la création d'un documentaire sur les problématiques amiante et pesticides ainsi qu'un tour d'Europe visant à recueillir des témoignages de victimes et les meilleures initiatives et pratiques permettant d'éviter le recours aux polluants en tous genres.

[Découvrir la fondation](#)

**PESTICIDES : Quelles sont les populations à risques ?
Femmes enceintes, bébés, jeunes enfants...**



Table ronde

Des initiatives pour éviter les coûts

Katie Palmer, Directrice Food Sense Wales (Pays de Galles)

Formée en Nutrition et forte d'expériences professionnelles dans l'industrie agroalimentaire, ainsi que dans la coordination du projet alimentaire territorial de Cardiff, Katie Palmer est aujourd'hui Directrice et co-fondatrice de l'association Food Sense Wales au Pays de Galles où le coût sociétal de l'obésité en 2050 est annoncé à £465m, pour une population de 3m d'habitants, dont 25% souffre aujourd'hui d'obésité. Dans ce contexte, Food Sense Wales accompagne le déploiement de PAT et travaille avec les décideurs publics aux échelles locale et nationale pour faire évoluer nos systèmes alimentaires pour limiter les maladies chroniques, l'impact sur le changement climatique, la perte de biodiversité et favoriser l'emploi juste.

Un des leviers d'action mobilisé est une politique nationale transversale innovante, le "Well-being of Future Generations Act" qui requiert une prise en compte des impacts à long terme des politiques publiques. Cette politique, combinée à la Stratégie Nationale de Lutte contre l'Obésité dont ses déclinaisons opérationnelles locales sont mises en oeuvre par les acteurs de santé et les projets alimentaires territoriaux, avec l'appui de Food Sense Wales. A Cardiff par exemple, les partenaires sont en train d'étudier l'interdiction de la publicité pour la malbouffe. Katie Palmer a présenté le projet "Food and Fun" piloté à Cardiff puis déployé sur tout le territoire gallois en réponse aux enjeux de précarité alimentaire et de pertes de chances pour les élèves en période de vacances scolaires.

Food Sense Wales

Tout plaquer et revenir aux fondamentaux...

ON A LA
MEILLEURE
STRATÉGIE
EN
RUGBY...

©



...MAIS EN
ALIMENTATION,
C'EST
CARTON ROUGE!



Ateliers exploratoires

COMMENT PEUT-ON MIEUX S'ENTENDRE ?



Atelier 1

Comment accompagner et outiller les acteur·ices des territoires pour inclure la grande distribution dans les démarches de transitions agricoles et alimentaires ?

Intervenant-es : Claire Hery-Planchat, INRAE projet PLAN'Eat Kids et Jérôme Prouheze, PAT Grand Clermont-Livradois Forez (PAT GCLF)

Animation Alizée Marceau

Pourquoi cet atelier ?

Penser l'offre et les pratiques de la grande distribution à l'échelle des territoires a été identifié comme un enjeu stratégique par les participant·es au programme d'action d'ALTAA pour accélérer l'évolution des environnements alimentaires.

S'il est primordial d'appuyer la montée en puissance de modèles de distribution alternatifs, il est apparu également nécessaire de faire évoluer l'offre d'un secteur qui concentre 78% des achats alimentaires des ménages, au profit de 5 enseignes. Un secteur dont le modèle économique repose sur la vente de produits ultra-transformés et carnés et qui contribuent largement à accroître les coûts sociétaux de notre système alimentaire, en amont via l'influence sur l'organisation des filières et les revenus des producteurs et, en aval, sur les comportements alimentaires en conditionnant l'offre disponible.

Dans l'attente d'une régulation du secteur par les pouvoirs publics aux échelles nationales et internationales, ALTAA engage un projet expérimental aux côtés de 6 partenaires européens pour renforcer la demande de régulation et creuser les leviers d'action à l'échelle des territoires. Cet atelier s'inscrit dans ce cadre et présente les retours d'expérience de deux alliés d'ALTAA afin d'ouvrir la réflexion sur de nouvelles voies pour agir.

Points soulevés lors de l'atelier :

Les leviers d'action identifiés (en magasin) :

- **Créer des relations de confiance avec les directeur·rice et chef·fes de rayons de magasins via des projets co-construits** comme l'escape game organisé dans 2 magasins afin de développer l'esprit critique des 6-15 ans sur leur environnement alimentaire (*Voyage au supermarché, projet PLAN'Eat Kids*)
- **Porter une demande pour un étiquetage "transparent", en dehors des labels** qui ne rassemblent pas les consommateurs, **et plus largement pour une information sur l'alimentation saine et durable en magasin**. 79% des 200 familles enquêtées ont mentionné la publicité comme moyen de s'informer sur la durabilité de l'alimentation (*PLAN'Eat Kids*).
- **Porter une demande pour réorienter les "nudges" en magasins**, techniques de "suggestion" pour aider à faire des choix alimentaires sains et durables.
- **Formuler des demandes concrètes** comme la mise en place d'un rayon "idéal" de supermarché dont les caractéristiques ont été décidées et détaillées collectivement (*PAT GCLF*).



Atelier 1

Comment accompagner et outiller les acteur·ices des territoires pour inclure la grande distribution dans les démarches de transitions agricoles et alimentaires ?

Points soulevés lors de l'atelier (suite) :

Les leviers d'action identifiés (pour le projet alimentaire de territoire)

- **Faire monter en compétence divers publics** (citoyen·nes–consommateur·rices, enfants, parents, enseignant·es, élu·es) avec des méthodes d'éducation populaire, des visites de producteurs, de distributeurs, des interventions d'experts sur divers sujets (labels, système de fixation des prix, comportements alimentaires...) pour formuler des besoins et revendications (6 mois de dialogue citoyen avec la GMS - PAT GCLF, escape game PLAN'Eat Kids).
- **Renforcer les coopérations entre projets alimentaires et chercheurs pour mener des projets de recherche-actions** afin d'étayer les impacts et opportunités d'actions autour de la grande distribution et appuyer leur réalisation (*coopération avec un collectif de chercheur, mobilisation d'étudiants pour produire des études de rentabilité pour appuyer la réorganisation de rayons - PAT GCLF*).
- **Utiliser l'enjeu de la souveraineté alimentaire** et les besoins spécifiques du territoire en terme de structuration des filières pour légitimer la mobilisation de la grande distribution (*développement de la filière légumes pour le PAT GCLF*).
- **Contribuer à une action collective nationale inter-ONG/territoires**, notamment en réunissant et mobilisant les grandes villes et métropoles.
- **Les difficultés économiques du secteur et la concurrence forte peuvent être un levier pour les mobiliser** dans un projet de territoire. Ils peuvent en retirer une information qualitative sur les motivations de leurs clients (*projet PLAN'Eat Kids*).
- **Explorer les recours de la directive européenne Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)** applicable depuis le 1er janvier 2024. Les enseignes de la grande distribution sont-elles concernées (pas cotées en bourse) ?
- **Favoriser la mobilisation continue des parties-prenantes** en s'assurant de l'engagement et du soutien d'un ou plusieurs élu·es (présence aux réunions) et en organisant des sorties terrains (visites producteurs, distributeurs) et en démontrant la mobilisation des élu·es .
- **S'appuyer sur des initiatives inspirantes de la GMS à l'étranger.**

Les freins :

- **L'animation d'un dialogue producteurs/distributeurs** est très complexe en raison des jeux d'acteurs (*PAT GCLF*)
- **Différentes marges de manoeuvre à naviguer liées au modèle d'organisation des magasins.** Le modèle concentré est en perte de vitesse et la franchise (où la marge de manoeuvre est plus grande) se déploie.
- **Le développement et la commodité du drive en supermarché.**
- **Maintenir l'engagement des parties-prenantes**, notamment les citoyens.



Atelier 1

Comment accompagner et outiller les acteur·ices des territoires pour inclure la grande distribution dans les démarches de transitions agricoles et alimentaires ?

Ressources partagées

Projet PLAN'Eat Kids, INRAE. [Plus d'information](#)

Projet dialogue citoyens-consommateurs sur les légumes locaux distribués en GMS, PAT Grand Clermont-Livradois Forez. [Plus d'information](#)

Carnet de bord capitalisant les données et étapes du projet dialogue citoyens-consommateurs sur les légumes locaux distribués en GMS, PAT GCLF. [Plus d'information](#)

Etude IDDRI, *De l'abondance à la soutenabilité: quel modèle pour la grande distribution ?* Septembre 2023 [Plus d'information](#)

Etude Nesta, *Health targets for large food retailers could help millions move to a healthier weight*, février 2024. [Plus d'information](#)

Publication scientifique Fardet A, Desquilbet M, Rock E (2021). *The compliance of French purchasing behaviors with a healthy and sustainable diet: a 1-yr follow-up of regular customers in hypermarkets*. Renewable Agriculture and Food Systems 1–11. [Plus d'information](#)

COMMENT AMÉLIORER LE DIALOGUE ENTRE TOUS LES ACTEURS DE L'ALIMENTATION ?



Atelier 2

Quels leviers pour faciliter le changement de comportements alimentaires des jeunes générations ?

Intervenant·es: Aurélie Zunino, Chaire ANCA et Damien Conaré, Chaire UNESCO Alimentations du monde

Animation, Julie Casenave

Pourquoi cet atelier ?

L'accompagnement du changement de comportements alimentaires des jeunes est apparu comme un sujet intéressant à double titre. La période des 18 – 30 ans correspond d'abord à une période charnière dans la construction de nos habitudes alimentaires. De plus, si nombre d'initiatives se concentrent sur les comportements alimentaires et notamment l'éducation des plus jeunes, cette période semble plus délaissée.

Enfin, le suivi de l'expérimentation de sécurité sociale de l'alimentation étudiante menée par le CREPAQ et la Gemme est apparue comme une opportunité pour l'équipe ALTAA de s'intéresser à une initiative ciblant précisément cette génération.

Points soulevés lors de l'atelier :

- Difficile de parler d'une jeunesse, de « la jeunesse » tant elle peut être hétérogène. On parle ici des 18 – 30 ans.

Une tranche d'âge ne peut à elle seule former une génération. C'est l'expérience commune d'un fait, d'un phénomène, qui forme cette génération. Actuellement, ce qui semble rassembler cette génération est le vécu de la précarité.

La perception d'une génération « Greta Thunberg » n'est pas si représentative de la réalité observée. Une étude menée à l'échelle européenne en 2018 a en effet notamment montré que les valeurs partagées par les 18 – 30 ans ne sont pas si éloignées de celles partagées par les 30 – 45 ans et des 45 – 60 ans. La vraie rupture dans les valeurs partagées par une « génération » se fait en fait plutôt entre les « moins de 60 ans » et les « plus de 60 ans ».

- Les « jeunes » sont en effet particulièrement exposés à une alimentation déséquilibrée : ils-elles consomment d'importantes quantités de viande (700g viande/semaine, toutes viandes confondues), peu de fruits et légumes, notamment du fait de situations de précarité vécues.



Atelier 2

Quels leviers pour faciliter le changement de comportements alimentaires des jeunes générations ?

Points soulevés lors de l'atelier :

- Les travaux de recherche notamment menés par Pascale Ezan, sociologue à l'Université Le Havre Normandie, ont permis de creuser l'impact des réseaux sociaux sur la construction des comportements alimentaires des jeunes adultes. Ceux-ci ont ainsi permis de montrer qu'au-delà de leur caractère divertissant, les réseaux sociaux constituent également une source d'information, d'inspiration et de motivation pour les jeunes adultes. Les influenceurs, qui communiquent par le biais des réseaux sociaux particulièrement fréquentés par les jeunes, sont des figures d'autorité pour parler d'alimentation. Parmi le contenu diffusé par ces influenceurs se trouvent aussi des discours incitant à des pratiques plus à risques (promotion de repas peu équilibrés notamment), orientées par des stéréotypes de genres et normes corporelles.
- A travers son programme de recherche – action et pour accompagner le changement de comportements, la Chaire ANCA agit grâce à la mobilisation de quatre leviers principaux : l'amélioration des connaissances (sur l'enjeu de végétalisation, sur ce qui ne fonctionne pas dans notre système alimentaire actuel) ; la valorisation de modèles et pratiques qui fonctionnent ; l'acquisition de compétences culinaires et la mise en récit d'un modèle (modèle de l'influenceuse Sacha).

L'évaluation des impacts du programme menée par la Chaire ANCA auprès d'un panel d'une quinzaine de jeunes a montré des passages à l'acte ponctuels menant à l'identification d'un enjeu de pérennisation de ces nouvelles pratiques. Ces pratiques entrent en effet en tension avec des contraintes de temps et des contraintes pratiques. De plus, l'évaluation d'impacts du programme a permis de montrer que l'influenceuse Sacha touche des personnes déjà engagées dans des réflexions autour de leurs pratiques alimentaires ou tout à fait sensibilisées mais ne parvient pas à toucher des personnes plus éloignées de ces recommandations.

Certain-es des participant-es de l'atelier identifient une progressive apparition d'influenceurs-euses aux discours plus « censés » et en adéquation avec les recommandations en matière de nutrition santé.

- L'offre alimentaire en restauration collective semble évoluer « dans le bon sens » notamment grâce aux CROUS qui contribuent à démocratiser et améliorer la qualité des repas (également) végétariens proposés.



Atelier 2

Quels leviers pour faciliter le changement de comportements alimentaires des jeunes générations ?

Ressources partagées

Colloque « Mangez jeunesse », organisé par la Chaire UNESCO. Alimentations du monde en février 2024. [Plus d'informations](#)

Programme « Je mange pour le futur » de la Chaire ANCA. [Plus d'informations](#)

ANCAthèque de la Chaire ANCA. [Plus d'informations](#)

Programme de formation des professionnels relais des 0 – 11 ans au sein des CLS – PAT (« Nut & S »). [Plus d'informations](#)

Espelia, Accompagnement de restaurants collectifs publics. [Plus d'informations](#)

Communiqué de presse « Les jeunes de 15 à 25 ans et la crise environnementale : une préoccupation qui se traduit encore timidement dans les comportements », ADEME 2023 [Plus d'informations](#)

FAGE, Fédération des Associations Générales Étudiantes. [Plus d'informations](#)

Ezan P. et al., Mise en scène de la tendance healthy sur les réseaux sociaux : vers une nouvelle culture alimentaire chez les jeunes adultes* ?. 37ème congrès international de l'Association Française de Marketing, May 2021, Angers, France. [Plus d'informations](#)

Dossier de presse « Offre végétarienne » des Crous. [Plus d'informations](#)

VÉGÉTALISATION DE L'ALIMENTATION.



Atelier 3

Les coûts sociétaux : un argument pour mobiliser les leviers socio-économiques au service des transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Intervenant-es: Nathalie Ribon, Eau de Paris et Maylis Labusquière, le BASIC

Animation: Eloise Descamps

Pourquoi cet atelier ?

Les collectivités ont un rôle crucial des collectivités territoriales pour agir et mieux piloter les dépenses. Pourtant, en dépit du constat aujourd'hui établi sur le besoin d'accélérer les transitions agricoles et alimentaires, l'approche strictement environnementale n'est pas suffisante pour engager des démarches de TAA sur les territoires. Parmi les nombreux freins soulevés par les acteurs concernés, la question de l'économie revient en tête. L'approche par les coûts sociétaux est un moyen de renverser le prisme, de montrer du doigt les dysfonctionnement de notre système actuel et les coûts que cela engendre notamment pour les collectivités.

Points soulevés lors de l'atelier :

- Il existe une diversité de leviers mobilisables pour les collectivités pour réduire l'impact de notre système alimentaire sur les territoires : porter des actions en propres visant à faire évoluer les pratiques agricoles (mise en place de Paiements pour Services Environnementaux (PSE), soutenir et accompagner le développement de filières vertueuses...); orienter les dépenses vers des chaînes de valeur vertueuses (achat en restauration collective) ; faire évoluer les environnements alimentaires pour faciliter l'évolution des pratiques alimentaires vers des produits sains et durables ; s'organiser collectivement pour porter des revendications sur la réorientation des financements publics vertueuses.
- Les systèmes de PSE comme celui expérimenté par Eau de Paris depuis 2020 montrent qu'il est possible d'accompagner les changements de pratiques des agriculteurs. Dans l'exemple d'Eau de Paris, les pratiques rémunérées par le PSE sont : une utilisation limitées des pesticides, une diminution des nitrates, encourager les systèmes herbagers et les prairies, la conversion à l'agriculture biologique. Les 115 exploitations engagées dans le dispositifs, en fonction de leurs résultats dans la mise en place de ces pratiques, bénéficient d'une rémunération pendant 6 à 7 ans.
- Les PSE sont des dispositifs préventifs. Aujourd'hui il est impossible de chiffrer les externalités positives du PSE, le niveau de rémunération est donc déterminé dans une logique de gain sur le traitement de l'eau / manque à gagner pour les agriculteurs (notion de consentement à agir).
- Les systèmes de PSE sont des dispositifs qui viennent pallier aux déséquilibres des filières et du système alimentaire actuel où l'agriculteur n'est pas payé à un juste niveau de rémunération qui lui permette de produire tout en préservant l'environnement et la qualité de l'eau. A terme, l'objectif serait de se passer des PSE et d'avoir des filières qui offrent un débouchés rémunérateurs pour ces productions.



Atelier 3

Les coûts sociétaux : un argument pour mobiliser les leviers socio-économiques au service des transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Points soulevés lors de l'atelier :

- Les exploitations engagées dans le PSE d'Eau de Paris ont mieux résisté à la crise de l'agriculture biologique, il n'y a pas eu de déconversion dans un contexte très défavorables.
- Les résultats sur la qualité de l'eau et les coûts de traitements ne sont pas toujours tangibles : d'une part du fait des temps d'imprégnation plus long mais également du fait des nouvelles molécules recherchées (et trouvées!) dans l'eau.
- Aujourd'hui, 17% des 48 milliards d'euros d'argent public qui financent le système alimentaire actuel viennent des collectivités via la commande publique et la restauration collective. Aujourd'hui, malgré l'objectif de 50% de produits durables en restauration collective fixé par la Loi EGALIM, environ 33,7% des achats en restauration collective scolaires sont orientés vers des produits durables et 18,7% dans le EHPAD.
- Aujourd'hui de plus en plus de collectivités s'engagent dans des démarches d'accompagnement ou de structuration de filières. L'entrée par l'économie locale et la reterritorialisation peut être un moyen d'engager la discussion sur la réorganisation des filières et leurs impacts.
- Autre piste pour influencer la réorientations des financements publics vers des chaînes de valeurs vertueuses: le plaidoyer. Exemple du plaidoyer lancé par France Urbaine, Agores, le centre Lascaux sur les Transitions, Eating City et la cellule Manger Demain "Libérer la commande publique sur l'alimentation" pour revendiquer un règlement européen pour rénover la commande publique au profit d'une alimentation locale, saine et durable. Les collectivités pourraient s'appuyer sur les associations d'élus ou sur les structures qui font aujourd'hui du plaidoyer, notamment avec ALTAA, pour faire entendre leur voix.
- Dans un contexte de budget serré pour les collectivités, il y a également un enjeu à renforcer le partage de méthodes et bonnes pratiques entre les échelons. Comment diffuser les méthodes et messages d'un échelon à l'autre ? Une piste à creuser pour renforcer l'action publique au niveau territorial.



Atelier 3

Les coûts sociétaux : un argument pour mobiliser les leviers socio-économiques au service des transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Ressources partagées

La présentation de l'atelier

La présentation du PSE Eaux de Paris “De la Source à l'assiette”
Plus d'informations.

Les projets de PSE soutenus par le Ministère de la transition écologique et les Agences de l'eau. Plus d'informations.

Etude du Basic “Coûts complets et recettes financières de la restauration scolaire : Quelles marges de manoeuvre pour la transition écologique ?”, octobre 2023. Plus d'information.

Etude du Basic “Analyse de la création et de la répartition de valeur dans la filière lait française”, Novembre 2023. Plus d'information.

“Libérer la commande publique sur l'alimentation”, plaidoyer lancé par France Urbaine, Agores, le centre Lascaux sur les Transitions, Eating City et la cellule Manger Demain avec le concours actif des villes de Bruxelles et de Mouans-Sartoux. Plus d'informations.

Les ressources du programme TETRAA “Travailler avec les entreprises des filières”. Plus d'informations.

Le coût de la dégradation des sols est inconnu...



Atelier 4

Comment mobiliser les acteur·ices de la santé dans les dynamiques de transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Intervenant·es : Mathilde Ducro, Solagro ; Justine Pierard, Maison de l'Alimentation et de la Nutrition Grand Est; Vincent Hejduk, département ESS et innovation sociale groupe VYV

Animation Madeleine Charru

Pourquoi cet atelier ?

La santé est un enjeu important des transitions agricoles et alimentaires : une bonne alimentation est indispensable pour une bonne santé et nos systèmes alimentaires peuvent, a contrario, avoir des impacts très négatifs sur la santé humaine. Mais, les acteurs de la santé sont encore trop peu mobilisés aujourd'hui dans les projets de transition des territoires et les interactions ou coopérations, a priori souhaitables, ne sont pas légion et paraissent parfois compliquées. L'objectif de l'atelier est de partager les attentes et différents retours d'expériences afin d'identifier collectivement les leviers, les freins et les pistes d'actions pour faciliter l'interconnaissance, valoriser les complémentarités et engager des coopérations efficaces.

Points soulevés lors de l'atelier :

- **Le constat de mondes qui s'ignorent largement**

Parmi les professionnels de santé, les multiples dimensions de l'alimentation (nutritionnelle, sanitaire, environnementale, sociale...) ne sont pas bien connues et prises en compte. La formation des diététiciens-nutritionnistes n'est pas encore en transversalité, et reste sur une approche très biologique et physiologique. Les médecins généralistes ne sont pas sensibilisés et formés sur les questions de végétalisation des assiettes. Par où passer ? Au sein du monde agricole, le rôle des acteurs de la santé est un "impensé". Comment amener les sujets santé dans les chambres d'agriculture ? Comment susciter le débat, sans susciter le rejet ?

- **Un lien santé - alimentation qui n'est pas spontané mais commence à germer... sans oublier la dimension sociale !**

Dans certains territoires, les Projets Alimentaires Territoriaux commencent à coopérer avec les Contrats Locaux de Santé, mettant ainsi en commun leurs objectifs et modes de travail. C'est notamment l'ambition du projet Passerelle PAT-CLS mis en oeuvre par la Maison de l'Alimentation et de la Nutrition Grand Est.

Certaines structures fédèrent des villes ou associations engagées sur la santé : Réseau français des Villes Santé, France Assos Santé ; et disposent de groupes de travail dédiés à l'alimentation.

La démarche One Health est intéressante mais il faut y intégrer les enjeux sociaux, qui sont importants en terme de santé publique. Des participants témoignent du manque de lien réalisé sur le territoire entre alimentation et santé environnementale.



Atelier 4

Comment mobiliser les acteur-ices de la santé dans les dynamiques de transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Points soulevés lors de l'atelier :

- Les acteurs privés comme les mutuelles se saisissent de plus en plus du sujet alimentation-santé : au travers de l'accompagnement d'établissements de soins à s'approvisionner en produits plus sains et durables (Groupe Vyv), de la lutte contre les inégalités sociales via le logement social (Groupe Vyv) ou encore de plaider contre les pesticides (Mutuelle Familiale).

Les difficultés sur le terrain

- Il est parfois difficile de travailler avec les ARS (Agence Régionale de Santé). Comment travailler avec d'autres acteurs de santé que les acteurs publics (type ARS) dont l'accès est très verrouillé ?
- Du côté des acteurs de la santé, il semble y avoir un cadre très clair sur la promotion, la prévention, les recommandations alimentaires... face aux acteurs de l'alimentation qui sont beaucoup moins cadrés et peuvent se sentir un peu démunis dans leurs actions face à ça. Alors que chacun se pose la question de sa légitimité sur la thématique alimentation-santé, les acteurs de la santé et ceux de l'alimentation semblent à avoir à apprendre les uns des autres pour adopter une approche plurielle et systémique de l'alimentation et répondre aux mieux aux besoins de la population.
- Des expériences au niveau local fonctionnent, mais elles restent locales : comment passer à l'échelle nationale ?

Les initiatives et suggestions

- Mobiliser les élu.es de son territoire et travailler avec les CLS (Contrats Locaux de Santé). Bien que toutes les collectivités ne disposent pas de CLS, il est possible de travailler avec d'autres structures santé comme la CPTS (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé - financement ARS).
- Former les professionnels de l'alimentation et de la santé. La Cité de l'Agriculture de Marseille témoigne de financements de l'ADEME ayant permis de réaliser des formations professionnelles permettant de décroiser les enjeux.
- Construire des projets, des ateliers avec les publics cibles en étant à l'écoute de leurs besoins
- Ne pas élaborer de programmes vers des publics spécifiques mais vers leurs lieux de vie : écoles, centres de loisir, associations, ateliers cuisine

Mais aussi :

- Proposer le remboursement d'accompagnements diététiques auxquels la population en « bonne » santé n'a pas accès : par les mutuelles ?
- Faciliter le logement des agriculteurs dans les zones où le logement est hors de prix : les mutuelles comme bailleurs de logement social peuvent jouer un rôle

Une partie des participants manifeste son intérêt pour poursuivre les échanges dans le cadre d'un groupe de travail au sein d'ALTAA. La faisabilité en sera étudiée.



Atelier N°4 suite

Comment mobiliser les acteur-ices de la santé dans les dynamiques de transitions agricoles et alimentaires sur les territoires ?

Ressources partagées

La présentation de l'atelier

Programme de formation des professionnels relais des 0 – 11 ans au sein des CLS – PAT (« Nut & S »). Plus d'informations

Alimentation saine et activité physique : les villes et intercommunalités actrices en promotion de la santé du Réseau français Villes Santé Plus d'informations

Groupe action "Paniers santé" mené dans le cadre du projet européen JA PreventNCD du Réseau français Villes Santé <https://villes-sante.com/actions/projet-europeen/>

Manifeste pour une santé commune de François Collart Dutilleul

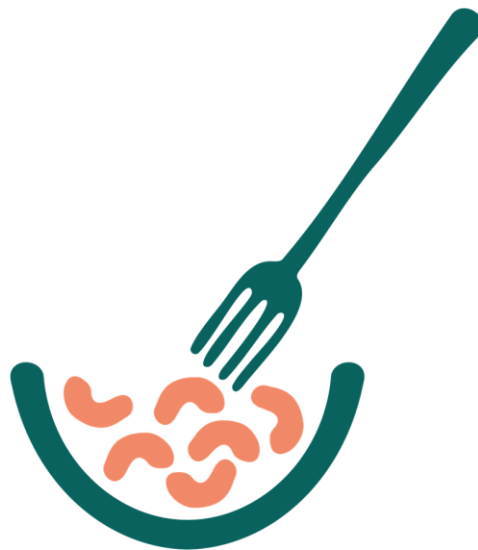
Etude *Oonehealth* de sinonvirgule Plus d'informations

SANTÉ ET ALIMENTATION





La suite ?



La suite

De nouveaux projets en cours de développement au sein de l'alliance

Les alliés.es d'ALTAA proposent de nouveaux projets, en réflexion ou en cours de développement. Contactez les référents si vous êtes intéressés pour participer

Un groupe de travail “restauration commerciale”

Porté par Terralim au sein d'ALTAA, ce groupe de travail vise à explorer les leviers d'actions pour faciliter et favoriser une restauration commerciale engagée, partie-prenante de systèmes alimentaires sains, durables et justes sur les territoires.

Contact : Valentine Bossu, Terralim valentine.bossu@terralim.fr

Un groupe de travail “montée en puissance des circuits de distribution alternatifs”

Porté par Coopcircuits au sein d'ALTAA, ce groupe de travail vise à interroger le rôle et la plus-value potentiels de l'alliance dans le soutien aux acteurs impliqués pour favoriser la montée en puissance des circuits de distribution alternatifs.

Contact : Bérengère Batiot, CoopCircuits
berengere.batiot@coopcircuits.fr

Un projet européen “Grande distribution et territoires”

ALTAA engage en 2024-2025 un projet expérimental aux côtés de 6 partenaires européens et avec le Réseau Action Climat en France pour creuser les leviers d'action pour faire évoluer l'offre et les pratiques de la grande distribution à l'échelle des territoires et renforcer la demande de régulation de la grande distribution par les pouvoirs publics.

Contact : contact@altaa.org



Pour rester informé des prochaines actualités de l'Alliance, rendez-vous :



Sur linkedin



Sur le site internet



Inscrivez-vous à la liste de diffusion de l'alliance



Découvrez et signez la Charte des allié.es

